

ÉDUCATION

Suppression de postes : boycott au rectorat

Les organisations syndicales ont refusé, hier, de siéger au comité technique paritaire de l'académie Nancy-Metz où 822 postes vont disparaître.

Les organisations syndicales de l'Éducation nationale ont boycotté, hier, le comité technique paritaire académique (CTPA) à Nancy.

Une délégation s'est simplement rendue devant le recteur pour lui signifier cette décision.

« Nous devons revenir lundi mais le CTPA ne se tiendra pas non plus si le recteur campe sur ses décisions, explique Marie Dort (Sgen-CFDT). En revanche, si le ministère revient sur les suppressions de postes, on siègera. »

Académie la plus touchée de France

Suppressions de postes, le mot est lâché. L'académie Nancy-Metz va en effet perdre 822 postes en 2011, ce qui lui confère le statut peu désirable d'académie la plus touchée en France.

En Moselle par exemple, 112 retraits sont prévus dans les écoles et 60 pour les collèges.

Les plus impactés par cette mesure seront les lycées professionnels : 235 retraits sont prévus en Lorraine.

« Le ministère s'en désengage complètement et des filiè-

res disparaissent, déplore Patrick Bretonoux (FO-CGT). » Elèves sans enseignant à la rentrée, profs contraints de naviguer entre plusieurs établissements, recours aux vacataires peu formés et parfois difficiles à trouver : l'étau se resserre sur les premiers maillons de l'Éducation nationale.

« Le ratio n'a aucun sens »

« Il nous manque une vingtaine de profs d'allemand en Lorraine, précise Ghislain Gilot (FSU). Le Pôle Emploi recrute des vacataires qui parlent allemand mais ils arrêtent au bout de deux semaines. » Puis d'ajouter : « L'argument démographique ne tient pas. Il est sans lien avec le nombre de postes supprimés. Dans les Vosges, on supprime deux postes pour cinq élèves en moins. En Moselle, ce sera du un pour cinq. Le ratio n'a aucun sens ! »

L'intersyndicale va se réunir pour définir son action dans la mobilisation du 22 janvier. Après un second boycott du CTPA donc...

« Deux boycotts de suite, conclut Jean-Marc Marx (Sgen), c'est du jamais vu ! »